

PLAN GENERAL D'ORGANISATION DE CHANTIER PROPRE

> ANNEXE N° ... AU PGC <

PGOCP

Chantier Propre - Maison Eco-citoyenne

Avenue du Trégor

35131 CHARTRES DE BRETAGNE



DEKRA Industrial
241 rue du Général Paulet
CS 62845
29200 BREST

Tél 02.99.86.72.11

Affaire n° : 54333550

Modifications et évolutions du PGOCP au cours des phases conception et réalisation

Date	Indice	Modifications apportées
25/04/2025	A	Version initiale

Document établi conformément au Référentiel Chantier Propre Habitat & Environnement.

Sommaire

Observations préliminaires	4
Engagement du maître d'ouvrage	4
Objectifs, chronologie et moyens	4
• Objectifs	4
• Chronologie et moyens	4
Appel d'offres	4
Choix des entreprises	4
• Points particuliers à l'entreprise du lot gros œuvre, lot principal	5
• Points communs à toutes les entreprises des lots secondaires	5
Entreprises sous-traitantes	5
• Rappel	5
• Agrément du maître d'ouvrage	5
Rôle du coordonnateur chantier propre	5
• En phase conception	5
• En phase préparation de chantier	5
• En phase réalisation	6
• A la fin du chantier	6
Renseignements généraux et administratifs	7
Liste des intervenants	7
Typologie des déchets	7
• Déchets Inertes	7
• Déchets Industriels Banals (D.I.B.)	7
• Déchets Industriels Spéciaux (D.I.S.)	7
Organisation générale du chantier	8
Accès au chantier	8
Clôture de chantier	8
Stationnement des véhicules	8
Traitement des déchets	8
• Installation de bennes à déchets	8
• Bordereaux de suivi des déchets	8
• Nettoyage des zones de travail	9
• Utilisation des bennes par les entreprises	9
Les pollutions et nuisances de chantier	10
Pollution des sols et des eaux	10
Pollution de l'air	10
Pollution visuelle	10
Pollution due au trafic	10
Nuisances Acoustique	11
• Réglementation	11
• Planification des tâches bruyantes	11
Salissures et poussières	11



Dégradation des abords.....	11
Dégradation interne au chantier.....	11
Approvisionnement du chantier.....	11
Dispositions relatives au personnel du chantier.....	12
• <i>Gestion de la base vie</i>	12
• <i>Information et sensibilisation du personnel de chantier</i>	12
Riverains.....	12
• <i>Information</i>	12
• <i>Procédures</i>	12
Pénalités.....	12
Défaillance d'une entreprise	12
• <i>Mesures</i>	12
• <i>Suivi des interventions de réparation</i>	12



Observations préliminaires

ENGAGEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE

Pour la construction de cette opération, le maître d'ouvrage est engagé dans une démarche Haute Qualité Environnementale.

Le présent P.G.O.C.P. traitera principalement le sujet « chantier faibles nuisances »

- **Cible 03 - Chantier à faibles nuisances**

Les objectifs seront inscrits dans le cahier des charges de l'entreprise, notamment :

La démarche séquentielle et le management environnemental de l'opération seront assurés et suivis par un référent HQE mis en place par la maîtrise d'œuvre. Un référent environnement sera désigné par chaque entreprise afin de s'assurer du respect de la charte chantier. Un SOCED (Schéma d'Organisation, de Collecte et d'Élimination des Déchets) explicitera le mode de gestion des déchets de chantier.

La charte chantier intégrera des exigences pour limiter les nuisances, par exemple : couvrir les bennes afin d'éviter l'envol des déchets légers et des poussières, éviter le développement de dépôts de déchets sauvages, implanter les installations de chantier en retrait, prévoir des zones précises pour le stationnement des véhicules des ouvriers, organiser le stockage des matériaux mettre en place un bac de décantation pour les laitances de béton...

Au moins 30% de la masse total des déchets générés par le chantier sera valorisé. Une traçabilité sera mise en place sur le chantier de la signature des marchés jusqu'à la réception du bâtiment pour garantir une traçabilité à 100% des déchets.

OBJECTIFS, CHRONOLOGIE ET MOYENS

Objectifs

Le maître d'ouvrage a, pour objectif, la limitation des impacts environnementaux du aux activités du chantier.

L'objectif des entreprises doit être de réduire, au minimum, la quantité de déchets produits par leur intervention sur le chantier.

Chronologie et moyens

1. Pour atteindre son objectif, le maître d'ouvrage a désigné le coordonnateur S.P.S, DEKRA Industrial, pour assurer la mission chantier propre.
Dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS élabore du Plan Général d'Organisation du Chantier Propre (P.G.O.C.P.) en phase de conception.
2. Le P.G.O.C.P. est un document contractuel au même titre que les autres documents constituant le marché et constitue l'annexe n°6 du PGC.
3. Le P.G.O.C.P. sert de base à l'élaboration, par chaque entreprise candidate, d'une Proposition d'Organisation et de Gestion des Déchets (P.O.G.D.) à joindre à son offre de prix.
4. L'entreprise retenue dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la notification de son marché par le maître d'ouvrage pour établir son Plan Général de Gestion des Déchets (P.G.G.D.).
Ce document détaillera précisément les mesures retenues par le Maître d'ouvrage pour atteindre son objectif.
5. Le coordonnateur SPS veille au respect des dispositions des P.G.G.D. durant la réalisation des travaux.

APPEL D'OFFRES

Le Maître d'ouvrage a intégré, dans le Règlement d'Appel d'Offres (R.P.A.O.) et dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) :

- Les objectifs environnementaux poursuivis pour ce chantier.
- Les modalités de leur prise en compte au niveau de la sélection des entreprises, au niveau humain, organisationnel et financier.

CHOIX DES ENTREPRISES

Le Maître d'ouvrage, assisté par le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS, porteront une attention toute particulière à la cohérence des offres des entreprises avec le présent P.G.O.C.

Pour choisir les entreprises, Le maître d'ouvrage, assisté par le maître d'œuvre, tiennent compte des éléments suivants :

- Engagement de l'entreprise pour la mise en œuvre des dispositions du P.G.O.C.P.
- Pertinence de la P.O.G.D., au niveau humain et financier, des mesures proposées et notamment :



Points particuliers à l'entreprise du lot Gros Œuvre , lot principal

- De la définition du niveau de tri sur et hors site (D.I. – D.I.B. – D.I.S. et autres).
- Des quantités prévisionnelles des déchets T.C.E. reprises par l'entreprise dans son estimation de prix ;
- Des moyens mis en œuvre pour assurer l'installation des bennes pour le tri sélectif et de la fréquence proposée pour leur rotation. Cela concerne les « déchets inertes », les « emballages et recyclables » et les « déchets banals » ;
- Du type de benne proposé (avec couvercle ou équipée de filets pour éviter l'envol des déchets légers) ;
- Du repérage des différentes bennes en fonction des déchets qui y sont destinés.
- Des moyens mis en œuvre pour éliminer, vers des filières agréées, sans dommage pour la santé et l'environnement et pour valoriser au maximum les déchets stockés dans les bennes par l'ensemble des entreprises du chantier ;
- La liste des centres de stockage, des centres de regroupement et des Unités de recyclage vers lesquels l'entreprise envisage d'acheminer les déchets à évacuer ;
- Des moyens mis en œuvre pour assurer le suivi des déchets, la traçabilité et la transmission des documents au coordonnateur SPS ;
- De son plan d'installation commune de chantier (clôture, conformité du cantonnement au code du travail, etc. ...) ;
- Des moyens particuliers mis en œuvre pour assurer l'entretien des installations communes de chantier ;
- Des moyens particuliers mis en œuvre pour assurer l'entretien des voies de circulation intérieures au chantier et des rues avoisinantes.

Points communs à toutes les entreprises des lots secondaires

- Engagement de toutes les entreprises pour limiter les impacts environnementaux ;
- Désignation, par chaque entreprise, d'un responsable environnement sur le chantier ;
- Moyens mis en œuvre pour limiter la production des déchets sur le chantier ;
- Des moyens particuliers mis en œuvre pour informer et sensibiliser le personnel de chaque entreprise sur le but recherché par le Maître d'ouvrage ;
- Des moyens particuliers mis en œuvre pour assurer le respect de la destination des déchets dans les différentes bennes en fonction de leur catégorie. Cela concerne les « déchets inertes », les « emballages et recyclables » et les « déchets banals » ;
- Des moyens particuliers mis en œuvre par chaque entreprise, pour évacuer de ses zones d'intervention sur le chantier, les déchets spéciaux produits par son intervention ;
- Des moyens mis en œuvre pour assurer le suivi des déchets spéciaux et la transmission des documents au coordonnateur SPS.
- Des quantités prévisionnelles des déchets T.C.E. reprises par l'entreprise dans son estimation de prix ;
- La liste des centres de stockage, des centres de regroupement et des Unités de recyclage vers lesquels l'entreprise envisage d'acheminer les déchets à évacuer ;

ENTREPRISES SOUS-TRAITANTES

Rappel

L'entreprise qui envisage de confier tout ou partie de ses travaux à une entreprise sous-traitante doit établir une demande d'agrément de ce sous traitant auprès du Maître d'ouvrage préalablement à l'intervention de ce sous traitant sur le chantier.

Agrément du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage, assisté par le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS tient compte de l'engagement de l'entreprise sous traitante sur la mise en œuvre des mesures prises en vue d'atteindre les objectifs environnementaux du chantier.

A cet effet, l'entreprise sous traitante doit joindre son P.G.G.D. à la demande d'agrément.

Ce document est propre à l'entreprise sous traitante et la signature du P.G.G.D. de l'entreprise titulaire n'est ni suffisante, ni admise.

Elle doit également indiquer quel sera son responsable environnement sur le chantier.

ROLE DU COORDONNATEUR CHANTIER PROPRE

En phase conception

- Elabore le Plan Général d'Organisation de Chantier Propre (P.G.O.C.P.) ;
- Assiste la Maître d'ouvrage dans l'analyse des Propositions d'Organisation de la Gestion des Déchets (P.O.G.D.) remises par les entreprises.

En phase préparation de chantier

- Organise une réunion avec l'ensemble des entreprises retenues, et en présence d'un représentant du Maître d'Ouvrage.

L'ordre du jour de cette réunion est le suivant :

Rappel des objectifs environnementaux de l'opération ;

Revue des prestations techniques, mise en valeur des points sensibles en matière environnementale ;



Revue des points particuliers de l'opération en matière environnementale ;
Désignation pour chaque entreprise d'un responsable environnemental.

En phase réalisation

- Veille à la bonne application des mesures décrites dans les P.G.G.D. des entreprises ;
- Collecte les bordereaux de suivi et de l'élimination et (ou) valorisation des déchets ;
- Sur la base de ces 2 premières tâches, établit et transmet un compte rendu de chantier au Maître d'ouvrage.

A la fin du chantier

- Etablissement d'un bilan de chantier qui comportera, les réclamations des riverains et leur traitement et les dispositions appliquées afin de réduire les bruits de chantier.
- Le bilan de chantier comportera les fiches de déchets (confer annexe 2) remise par les entreprises en fin de chantier et qui feront ressortir la quantité réelle et le coût des déchets traités sur le chantier.



Renseignements généraux et administratifs

LISTE DES INTERVENANTS

Voir liste en annexe du PGC.

TYPLOGIE DES DECHETS

Déchets Inertes

Les déchets sont dits « inertes » lorsqu'ils ne subissent aucune modification physique, chimique, ou biologique en cas de stockage.

Ces déchets ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique de nature à nuire à l'environnement.

Leur potentiel polluant et leur teneur élémentaires en polluant ainsi que leur toxicité doivent être insignifiants.

Les déchets inertes sont des matériaux minéraux, sans caractère polluant, comme : les gravats de maçonnerie, les briques, le béton, les carrelages, etc....)

Déchets Industriels Banals (D.I.B.)

Les D.I.B. sont des déchets solides à l'état brut et de nature assimilable à celle des ordures ménagères.

Ils peuvent être traités de la même façon et en même temps de celles-ci.

Ils ne contiennent pas de substance toxique ou dangereuse.

Déchets Industriels Spéciaux (D.I.S.)

Les D.I.S. sont dit « spéciaux » car ils sont spécifiques aux activités qui les ont générés.

Ils contiennent des éléments nocifs ou dangereux quant à la toxicité chimique ou biologique, les risques d'incendie ou d'explosion, etc....

Ils impliquent des précautions particulières d'élimination et de traitement.



Organisation générale du chantier

ACCES AU CHANTIER

Pour accéder au chantier, les entreprises doivent obligatoirement emprunter l'itinéraire mis en place, en période de préparation, en concertation avec les intervenants suivants :

- Service technique de la Mairie;
- Maître d'ouvrage ;
- Maître d'œuvre ;
- Coordonnateur SPS.

CLOTURE DE CHANTIER

Voir dispositions particulières du Plan Général de Coordination en matière d'hygiène et de Sécurité sur le chantier.

STATIONNEMENT DES VEHICULES

Les entreprises sont tenues de prévoir l'amenée de leur personnel sur le chantier au moyen d'un véhicule d'entreprise. Le stationnement des véhicules d'entreprises et des véhicules particuliers des visiteurs du chantier est formellement interdit sur les emplacements et trottoirs situés face aux propriétés voisines du chantier.

L'entreprise du lot gros œuvre doit indiquer, dans son plan d'installation de chantier, un parking de chantier dans l'enceinte réservée au chantier.

Ce parking doit être de dimension suffisante et être aménagé de façon à éviter la boue (Schistes stabilisé ou similaire).

Aucun véhicule d'entreprise ou de visiteur n'est autorisé à stationner en dehors de ce parking.

TRAITEMENT DES DECHETS

Installation de bennes à déchets

L'entreprise du lot gros œuvre doit installer des bennes permettant le tri sélectif des déchets produits lors de la réalisation du chantier.

Ces bennes doivent être mises à la disposition des autres entreprises intervenant sur le chantier pendant la durée du chantier T.C.E.

Le plan d'installation de chantier doit indiquer la position de ces bennes. Elles doivent être remplacées autant que nécessaire et, au minimum, une fois tous les quinze jours.

4 bennes doivent être prévues :

- 1 benne pour les déchets inertes.
- 1 benne pour les emballages et recyclables (hors plastique).
- 1 benne pour les emballages et recyclables plastique.
- 1 benne pour les déchets industriels banals.

Ces quatre bennes doivent être repérées par une pancarte lisible du personnel de toutes les entreprises intervenant sur le chantier.

Pour éviter le dépôt d'ordures ménagères dans ces bennes, l'entreprise du lot gros œuvre doit clôturer la zone d'installation et gérer la fermeture de ces clôtures en fin de chaque journée.

Le traitement des déchets industriels spéciaux est à la charge des entreprises qui les produisent.

Pour la première phase des V.R.D., c'est l'entreprise de ce lot qui gère tous ses déchets.

Bordereaux de suivi des déchets

L'entreprise du lot gros œuvre doit faire établir un bordereau de suivi de tous les déchets provenant des bennes qu'elle a installées.

Ce bordereau doit indiquer les renseignements suivants :

- Noms et adresses des décharges intéressées ;
- Constitution des déchets ;
- Poids des déchets ;
- Montant du droit de décharge.

Chaque entreprise doit faire établir un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux qu'elle a produit à l'occasion du chantier.

Ce bordereau indique les mêmes renseignements que ci-dessus.

Chaque entreprise doit transmettre, chaque vendredi, copie des bordereaux de suivi des déchets, dont elle a la charge, au coordonnateur S.P.S. pour lui permettre de les recenser et de les joindre au bilan du chantier.



Nettoyage des zones de travail

Voir dispositions particulières du Plan Général de Coordination en matière d'hygiène et de Sécurité sur le chantier.

Utilisation des bennes par les entreprises

CORPS D'ETAT	DECHETS INERTES	EMBALLAGES et RECYCLABLES	D.I.B. (hors plastique)	D.I.B. Ppastique
GROS OEUVRE	Base de ciment, mortier et béton	Palettes recyclables	Bois de coffrage	Films plastiques propres
	Pierre naturelle	Ferraille, cerclage	Sacs de ciment, chaux,...	polystyrène
	Terre et matériaux de terrassement	Cartons secs et propres	Palettes non recyclables	Emballages plastiques
	Béton armé	Papiers secs et propres	Emballages souillés	Canalisation plastique
ETANCHEITE	Base de ciment, mortier et béton	Palettes recyclables	Emballages souillés	Emballages plastiques
	Enrobés bitumineux (sauf enrobés à base de goudron)	Cartons secs et propres	Bicouche bitumineux	
		Métaux	Sacs de ciment, chaux, etc....	
			Caoutchouc	
CHARPENTE COUVERTURE ZINGUERIE	Tuiles	Palettes recyclables	bois	Emballages plastiques
	Gravats béton, briques	Cartons secs et propres	Emballages souillés	Canalisation plastique
		Métaux	Bois	Chutes de plastique
MENUISERIES SERRURERIE	Mortier	Palettes recyclables	Emballages souillés	
	Verre	Cartons secs et propres		
		Métaux		
PLATRIERIE CLOISONS ISOLATION	Gravats plâtre ou briques	Palettes recyclables	Placoplâtre	Emballages plastiques
	Laine minérale et artificielle	Cartons secs et propres	Bois	
			Sacs de plâtre	
			Isolant + bois	
REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES			Produits inerte mélangé avec isolant	
	Céramique	Palettes recyclables	Chutes lino ou moquette	Emballages plastiques
	Terre cuite	Cartons secs et propres	Bois	
	Base de ciment, mortier et béton		Sac de ragréage	
	Pierre naturelle		Emballages souillés	
PEINTURE REVETEMENTS MURAUX ENDUITS FACADES			Palettes non recyclables	
	Enduits à l'eau	Cartons secs et propres	Chutes papiers peints	Emballages plastiques
			Bois	
			Sac de bas enduit	
ELECTRICITE			Emballages souillés	
	Base de ciment, mortier, béton	Palettes recyclables	Emballages souillés	Emballages plastiques
	Gravats ciment ou briques	Cartons secs et propres	Chutes de fils électriques	
PLOMBERIE SANITAIRES CHAUFFAGE V.M.C.			Palettes non recyclables	
	Céramique	Palettes recyclables	Palettes non recyclables	Emballages plastiques
	Gravats ciment ou briques	Cartons secs et propres		
		Tuyauterie cuivre		
V.R.D. Deuxième phase		Gaine aluminium		
	Base de ciment, mortier, béton	Palettes recyclables	Bois de coffrage	Emballages plastiques
	Pierre naturelle		Sacs de ciment, chaux,...	Canalisations plastiques
	Terre et matériaux de terrassement		Emballages souillés	
	Enrobés bitumineux (sauf enrobés à base de béton)			

Nota : Ce document s'applique à toutes les opérations. Il se peut que certains corps d'état ne soient pas concernés par la présente opération.



Les pollutions et nuisances de chantier

Un chantier peut être la cause de diverses nuisances que la démarche « HQE » se propose de minimiser :

- déchets épars sur le chantier et aux abords
- bruits et vibrations
- pollutions de l'air (poussières, odeurs, envois...)
- pollution du sol et des eaux (déversements accidentels, effluents liquides...)
- souillure des chaussées
- encombrement des abords (circulation, stationnement, manœuvres)
- dégradations diverses à la végétation, au mobilier urbain, salissures...

POLLUTION DES SOLS ET DES EAUX

La pollution des sols et des eaux pourra être évitée grâce :

- à l'imperméabilisation des zones de stockage, qui seront bâchées et implantées dans une zone plane afin de récupérer les eaux de ruissellement ;
- au contrôle et à la collecte des effluents (huile de décoffrage, laitance de béton, solvants et produits de nettoyage ou de dégraissage, etc.) ;
- à l'emploi de produits moins polluants (huile de décoffrage à base végétale...) ;
- au stockage des produits polluants sur bacs de rétentions correctement dimensionnés ;
- à l'étiquetage réglementaire des cuves, des fûts, des bidons et des pots ;
- à l'aménagement d'un bassin étanche de lavage des bennes à béton (si coulage de béton sur place) ;
- à la mise en place d'une aire de lavage des engins ; cette aire est équipée de bac de décantation et de bassin tampon aménagé pour la durée du chantier.

Les effluents collectés devront ensuite être dirigés vers des entreprises spécialisées ou prétraités sur le site avant d'être rejetés dans le réseau d'eaux usées.

Pour chaque lot, l'entreprise constitue un kit d'intervention d'urgence permettant d'absorber ou de neutraliser tout déversement accidentel (carburant, huile, graisse, solvant, acide, peinture, vernis...).

POLLUTION DE L'AIR

La pollution de l'air regroupe :

- les émissions de poussières provenant du trafic des engins par temps sec, du percement et de la découpe des matériaux et des chantiers non nettoyés ;
- les mauvaises odeurs dues aux vapeurs de carburants, aux matériaux et produits utilisés, aux sanitaires mal entretenus, etc. ;
- les engins qui ne respectent pas la réglementation ;
- le brûlage des déchets (qui est proscrit).

Elle sera limitée grâce à différentes mesures : arrosage des sols et des poussières, nettoyage journalier des voiries et du chantier, aspiration des poussières, outillage muni de filtre à poussière, interdiction stricte du brûlage, etc.

POLLUTION VISUELLE

La pollution visuelle est générée par la dégradation des abords, les salissures sur la voie publique, la dégradation des clôtures, le dépôt ou l'envoi de déchets, etc. Pour lutter contre ces nuisances, il sera prévu des palissades de qualité et entretenues, un grillage autour de l'aire de stockage des déchets, le bâchage des bennes de collecte, le nettoyage périodique des abords du chantier et une zone de lavage des roues des engins en sortie de chantier pendant la phase de déblaiement pour limiter les salissures sur la voie publique susceptibles de rendre la voie glissante.

POLLUTION DUE AU TRAFFIC

Elle accroît la gêne des riverains et des usagers de la route. Il convient de respecter les réglementations locales pour la circulation des véhicules, d'organiser le stationnement des véhicules du personnel, de gérer les enlèvements de déchets, les approvisionnements et le déplacement des engins, d'organiser les sorties et la circulation sur la voie publique pour limiter les risques d'accidents.



NUISANCES ACOUSTIQUE

Réglementation

Chaque entreprise est tenue de respecter la réglementation en vigueur suivant le matériel et les engins utilisés.

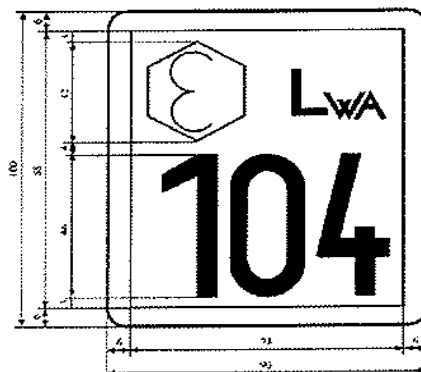
Planification des tâches bruyantes

Pour les tâches bruyantes qui ne peuvent pas être évitées, les plages horaires suivantes sont à respecter :
9h.00 / 12h.00 et 14h.00 / 17h.00 du lundi au vendredi.

Les nuisances acoustiques peuvent affecter les intervenants sur le chantier et les activités riveraines. Lors de la phase de préparation du chantier, les entreprises évaluent le niveau sonore des engins et positionnement ensuite le matériel en fonction des points sensibles et du phasage des travaux. Durant le chantier, il faudra gérer les livraisons en fonction des rythmes de trafic routier, utiliser des engins et du matériel insonorisés ainsi que des protections auditives et privilégier les techniques constructives limitant les nuisances sonores.

Lors de l'exécution des travaux, les nuisances sonores générées par le chantier seront réduites par :

- la conformité aux réglementations acoustiques en vigueur des différents matériels et engins, en particulier la conformité à l'arrêté du 18 mars 2002 (marquage CE et indication du niveau de puissance acoustique garanti, selon le modèle ci-contre) ;
- le recours à la préfabrication hors chantier autant que possible ;
- la réduction des nuisances sonores générées sur un chantier par la diminution des émissions à la source ;
- une bonne préparation permettant d'éviter les reprises (marteau-piqueur...) ;
- une réflexion sur l'organisation de chantier de façon à éviter les pics sonores.



SALISSURES ET POUSSIÈRES

Pendant la première phase des V.R.D., l'entreprise du lot V.R.D. doit le nettoyage journalier des rues aux abords du chantier et l'arrosage par temps sec.

Pendant le reste du chantier, c'est l'entreprise du lot Gros Œuvre qui assure cette prestation.

DEGRADATION DES ABORDS

A la fin de la phase de préparation de chantier, un état des lieux contradictoire doit être réalisé par Huissier de Justice sur les ouvrages existants aux abords du chantier suivants :

- Rues, trottoirs, bordures, plaques d'égout, tous les tampons en domaine public ;
- Clôtures privatives ;
- Bâtiments des riverains sur toutes les façades exposées ;
- Lignes électriques et téléphoniques aériennes.

Les dégradations effectuées lors de la construction de la présente opération, si elles ne peuvent pas être attribuées à une entreprise, feront l'objet de réparations à imputer au compte prorata.

DEGRADATION INTERNE AU CHANTIER

Pour éviter la dégradation des abords des bâtiments en construction et des voies de circulation de chantier ainsi que la pollution due aux rejets atmosphériques, l'utilisation de moyens de levage autres que les grues à montage rapide et des monte matériaux est formellement interdite sur le chantier.

APPROVISIONNEMENT DU CHANTIER

Voir dispositions particulières du plan général de coordination en matière d'hygiène et de Sécurité sur le chantier.

Le stationnement des véhicules de livraison est formellement interdit dans les rues avoisinantes du chantier et en dehors de la zone « parking de chantier »

Les véhicules de livraisons peuvent toutefois être arrêtés sur les voies de circulation du chantier le temps d'un déchargement ou d'un chargement.



DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL DU CHANTIER

Gestion de la base vie

Voir dispositions particulières du plan général de coordination en matière d'hygiène et de sécurité sur le chantier.

Information et sensibilisation du personnel de chantier

Chaque entreprise doit informer et sensibiliser son personnel, dès son arrivée sur le chantier, sur le but recherché par le maître d'ouvrage.

Cette information et cette sensibilisation doivent être effectuées par écrit, sur fiche individuelle nominative et signée par la personne concernée.

Chaque entreprise doit transmettre une copie de chaque fiche individuelle nominative au coordonnateur SPS pour lui permettre d'étayer ses comptes rendus hebdomadaires et son bilan de fin chantier.

D'autre part, ces fiches doivent être classées, dans la salle de réunion, par chaque entreprise, dans un classeur prévu à cet effet par l'entreprise du lot gros œuvre avec un intercalaire par entreprise.

RIVERAINS

Information

La notice d'information des riverains, indique les renseignements suivants :

- Nom du maître d'ouvrage ;
- Liste des lots avec raison sociale des entreprises retenues ;
- Explication du projet ;
- But recherché par le maître d'ouvrage ;
- Explication sur la marche à suivre en cas de réclamation.

Procédures

- Le règlement des litiges et effectué par le maître d'ouvrage en concertation avec le coordonnateur SPS ;
- Les interventions suite à réclamation sont à la charge des entreprises défaillantes dans délai de 15 jours calendaires après notification du coordonnateur SPS en accord avec le maître d'ouvrage. Passé ce délai, le maître d'ouvrage fait intervenir une entreprise de son choix aux frais de l'entreprise défaillante.

PENALITES

Dans le but de sensibiliser les responsables d'entreprises au respect des dispositions du présent P.G.O.C., le maître d'ouvrage a prévue des pénalités dans le C.C.A.P.

Ces pénalités sont de 1/2000^{ème} du montant des travaux traités par l'entreprise défaillante pour tout non respect des dispositions prises :

- Non transmission des fiches d'information individuelles nominatives du personnel (par fiches non transmises) ;
- Non respect du tri sélectif (par infraction constatée) ;
- Non respect de la transmission des bordereaux de suivi de déchets (par jour calendaire de retard) ;
- Retard dans l'évacuation des bennes (par jour calendaire de retard).

Cette liste n'est pas limitative, toutes les infractions sont passibles de pénalité.

DEFAILLANCE D'UNE ENTREPRISE

Mesures

En cas de simple constat de chantier non propre, le maître d'ouvrage, sur information du maître d'œuvre ou du coordonnateur chantier propre, fait intervenir une entreprise de son choix aux frais, risques et périls de l'entreprise ou des entreprises jugées défaillantes.

Suivi des interventions de réparation

Le coordonnateur SPS tient un état des interventions des entreprises désignées par le maître d'ouvrage pour réparer les défaillances des entreprises titulaires.

Il joint cet état au bilan de fin de chantier.

Pour cela, le maître d'ouvrage lui transmet, chaque fois que nécessaire, les renseignements suivants :

- Coordonnées de l'entreprise défaillante ;
- Défaillance constatée ;
- Coordonnées de l'entreprise intervenante en réparation ;
- Montant de l'intervention.

Si une prestation du coordonnateur SPS s'avère nécessaire pour coordonner, vérifier et répartir les charges aux entreprises défaillantes, une vacation supplémentaire de 350 € H.T., par demi journée, est imputée et répartie aux dites entreprises défaillantes.

